Organisation der Vertretung der wirthschaftlichen und kommerziellen Interessen der Schweiz im Auslande (Motion Geigy)

Autor(en): **Ducommun, E. / Studer, T. / Reymond-le Brun, G.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Jahresbericht der Geographischen Gesellschaft von Bern**

Band (Jahr): **6 (1883-1884)**

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-321205

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

No. 2.

Beilage Nr. 16.

Organisation der Vertretung der wirthschaftlichen und kommerziellen Interessen der Schweiz im Auslande.

(Motion Geigy.)

Berne, le 13 mars 1884.

Le Vorort des Sociétés suisses de Géographie

au

Département fédéral du Commerce et de l'Agriculture à BERNE.

Monsieur le Conseiller fédéral!

Par votre lettre du 29 octobre dernier, vous nous avez fait l'honneur de nous demander nos appréciations touchant une organisation plus complète de la représentation des intérêts économiques et commerciaux de la Suisse à l'étranger. (Motion Geigy.)

Cette question n'est point étrangère, en effet, aux sujets traités par les Sociétés de Géographie, dont le but n'est pas exclusivement scientifique, mais consiste aussi à donner un caractère pratique aux constatations de la science. Nous nous sommes donc occupés, sur votre invitation, du problème posé par M. le Conseiller national *Geigy,* et nous sommes parvenus aux conclusions suivantes, que nous vous présentons comme expression d'idées individuelles basées sur l'expérience de chacun d'entre nous, plutôt que comme solution complète de la question.

Les industries suisses d'exportation luttent contre deux difficultés principales, qui les placent dans une situation inférieure à celle de leurs concurrents à l'étranger.

La première de ces difficultés consiste dans l'absence de renseignements immédiats et directs sur l'ouverture de nouveaux débouchés pour leurs produits. Alors que les industriels anglais, belges, etc., trouvent dans les vastes relations des grandes Sociétés de Géographie de Londres, de Bruxelles, un puissant auxiliaire qui leur permet de suivre pas à pas la marche de la civilisation dans les contrées ouvertes au commerce européen, nos industriels et com-

merçants ne reçoivent guère ces informations qu'après que les nouveaux débouchés ont été saturés des produits similaires de leurs concurrents, ou de leurs propres produits, qu'ils ne placent ainsi que par des intermédiaires, c'est-à-dire à des conditions moins favorables que s'ils avaient opéré directement.

Un inconvénient plus considérable encore est celui qui provient de l'absence presque complète de renseignements certains sur la manière de traiter les affaires dans les différents pays, sur la solvabilité des clients, sur les diverses législations qui régissent la poursuite pour dettes, la commission, la représentation commerciale, etc.

La persévérance de nos industriels et les perfectionnements qu'ils ont apportés dans leurs procédés de fabrication ont ouvert aux produits suisses les marchés même des pays où des droits d'entrée exagérés auraient découragé des gens moins décidés à faire des affaires; mais leur hardiesse est parfois, souvent même, imprudente, et l'on serait étonné si l'on voyait se dresser devant soi la liste des pertes subies chaque année par nos fabricants sur les places étrangères dont ils ne connaissent pas suffisamment les habitudes commerciales.

Pour satisfaire au premier de ces deux besoins, celui de renseignements plus complets et plus immédiats sur l'ouverture des nouveaux débouchés dans les contrées éloignées, les Sociétés de Géographie suisses ne possèdent pas, en ce qui les concerne, des ressources suffisantes, ni des relations assez étendues. Il faudrait qu'elles eussent un bureau central avec des correspondants indemnisés pour leurs communications et qui se tiendraient constamment au courant des informations recueillies par les grandes Sociétés de Géographie, dont ils seraient membres.

Ces informations seraient contrôlées et classées par le bureau central, qui les porterait à la connaissance des intéressés au moyen de la Feuille fédérale du commerce ou d'une publication *ad hoc.*

Il ne faut pas compter sur les correspondances gratuites envoyées bénévolement par des correspondants ou des amis, qui ont besoin eux-mêmes parfois de tout leur temps, de toute leur énergie, pour lutter contre les difficultés de la vie dans les contrées où ils sont établis. Des communications raisonnablement payées pourraient seules tenir nos fabricants suisses immédiatement au courant des voyages d'exploration et de leurs résultats.

Cependant, comme nous l'avons fait observer plus haut, il ne suffit pas d'apprendre que telle contrée vient d'être ouverte au commerce européen; encore faut-il savoir comment les affaires doivent se traiter dans cette contrée, quels écueils doivent être évités, quels

crédits peuvent être accordés, quelles garanties de paiement donnent les institutions ou les habitudes du pays, etc. Le fabricant, le négociant, qui n'ont pas de renseignements suffisants et sûrs relativement à ce côté pratique de la question, font mieux de s'abstenir ou de rester titulaires des grandes maisons anglaises, dont les agents sont sur place et n'agissent qu'à coup sûr.

Comment obtenir ces informations si nécessaires, comme complément des récits des explorateurs?

Nous avons nos consulats, mais ceux-ci, malgré toute leur bonne volonté, ne peuvent pas entrer dans les détails d'affaires qui leur seraient demandés. Ils ne connaissent pas toutes les branches du commerce et de l'industrie et ne voudraient pas se constituer en agences de renseignements sur la solvabilité de tel ou tel client ou sur les chances de succès de telle ou telle opération commerciale.

On a songé à créer des chambres de commerce suisses sur les principales places, telles que Paris, Londres, Berlin, Alexandrie, etc., comme les Anglais en ont créé à Paris, par exemple, où une institution de ce genre est le centre de la plupart des opérations de commerce ayant pour objet le placement des produits industriels de l'Angleterre en France.

Ces chambres, composées de négociants, offriraient déjà plus de garanties que les consulats, quant à l'importance et à l'exactitude des renseignements qu'on serait appelé à puiser auprès d'elles, mais pour rendre les services qu'on en attend elles doivent être plutôt des intermédiaires que des agences directes d'informations commerciales. On ne peut pas, en particulier, demander de leurs membres qu'ils sollicitent la concurrence de leurs concitoyens pour les produits dont ils font eux-mêmes le commerce, mais pour des renseignements généraux sur l'état de la place, sur la manière dont les affaires doivent être entamées et suivies, leur concours, direct ou indirect, pourrait être des plus précieux.

En tout cas, l'action des chambres de commerce, aussi bien que celle des consulats, doit être fécondée par le concours d'un Bureau central d'informations scientifiques et commerciales, vers lequel convergeraient toutes les informations utiles et qui serait chargé de servir d'intermédiaire à tout négociant ou fabricant suisse pour le renseigner sur des questions générales ou personnelles se rapportant à son négoce ou au placement de ses produits.

La diversité des questions qui seraient adressées à l'office central, et surtout le caractère délicat des informations relatives à la solvabilité des gens, ne permettraient guère de donner un cachet officiel à ce bureau. Il conviendrait donc de le placer sous les aus-

pices des sociétés scientifiques, industrielles et commerciales qui sont les premières intéressées à sa création; mais une subvention assez importante de la Confédération et peut-être aussi des cantons, lui serait absolument indispensable.

On ne saurait, en effet, admettre qu'il puisse subsister par la seule ressource des émoluments à la charge des personnes qui demandent un renseignement, car il lui faudra payer les informations de ses correspondants, et plus il recevra de ces communications générales, abstraction faite des informations particulières, plus il sera en état de rendre des services réels.

Nous nous abstenons de parler de l'organisation intérieure d'un office central. Avant tout il s'agit de se mettre d'accord sur l'opportunité d'une création de ce genre, combinée avec une réorganisation des consulats et avec l'institution de Chambres de commerce suisses sur les places commerciales de premier ordre; les détails viendront ensuite.

Telles sont, Monsieur le Conseiller fédéral, les réflexions que nous a suggérées l'examen de la motion présentée par Monsieur le Conseiller national Geigy. Nous serions heureux qu'elles pussent contribuer à la solution du grave problème qui se pose toujours plus impérieusement devant nos commerçants et nos industriels.

Restant à votre disposition pour une étude plus complète et plus approfondie du sujet, nous avons l'honneur de vous présenter, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de notre haute considération.

Le Président:
Dr **TH. STUDER**

Le 1er Vicepresident:
El. Ducommun.

Le Secrétaire général:
G. Reymond-le Brun.

Uebersetzung.

Bern, 13. März 1884.

Der Vorort des Verbandes der Schweizerischen Geographischen Gesellschaften

an

Das eidgenössische Departement für Handel und Ackerbau in BERN.

Herr Bundesrath!

Mit Schreiben vom 29. Oktober abhin beehrten Sie uns mit dem Abverlangen unseres Gutachtens über eine vollständigere Organi-

sation der Vertretung der wirthschaftlichen und kommerziellen Interessen der Schweiz im Auslande (Motion Geigy).

In der That ist dieser Gegenstand den Traktanden unserer geographischen Gesellschaften durchaus nicht fremd, welche nicht bloss wissenschaftliche Ziele verfolgen, sondern auch bezwecken, den Errungenschaften der Wissenschaft einen praktischen Charakter zu geben. Auf Ihre Einladung hin haben wir uns also mit der von Hrn. Nationalrath Geigy aufgestellten Aufgabe beschäftigt, wobei wir zu den nachstehenden Schlüssen gelangten, welche wir Ihnen mehr als den Ausdruck individueller, mehr auf die Erfahrung der einzelnen Mitglieder gegründeter Gedanken, denn als vollständige Lösung der Frage unterbreiten.

Die schweizerischen Export-Industrieen kämpfen gegen zwei Hauptschwierigkeiten, durch welche sie den ausländischen Konkurrenten gegenüber in eine ungünstigere Lage gebracht werden.

Die erste dieser Schwierigkeiten besteht im Mangel unmittelbarer und direkter Auskünfte über neuerschlossene Absatzgebiete schweizerischer Industrie-Produkte. Während die Industriellen Englands, Belgiens u. s. w. in den weitumfassenden Verbindungen der grossen geographischen Gesellschaften in London, Brüssel ebensoviele mächtige Bundesgenossen für die schrittweise Verfolgung des Vordringens der Zivilisation in den dem europäischen Handel eröffneten Gegenden besitzen, kommen diese Informationen unseren Industriellen und Kaufleuten erst dann zu, wenn die neuen Absatzplätze mit den einschlägigen Produkten ihrer Konkurrenten oder auch mit ihren eigenen, nur durch Zwischenhändler, folglich nur unter ungünstigeren Bedingungen, wie wenn direkt gehandelt worden wäre, anzubringenden Produkten bereits übersättigt worden sind.

Ein noch bedeutenderer Uebelstand ergibt sich aus dem fast vollständigen Mangel verlässlicher Auskünfte über die in den verschiedenen Ländern bestehenden Geschäftsgebräuche, über die Zahlungsfähigkeit der Kunden, über die das Schuldenbetreibungswesen reglirenden Gesetze, über Kommission, Handelsvertretung u. s. w.

Die Ausdauer unserer Industriellen und die von ihnen im Erzeugungsverfahren eingeführten Verbesserungen haben den schweizer. Produkten die Märkte selbst solcher Länder eröffnet, wo überspannte Einfuhrzölle weniger entschlossene Leute vom Geschäftemachen abgeschreckt haben würden; ihr kühner Muth ist jedoch bisweilen, ja sogar oft, unklug, und man wäre erstaunt, hätte man das Verzeichniss der alljährlich von unsern Fabrikanten erlittenen Verluste vor sich liegen, welche daraus entspringen, weil sie mit den Handelsusancen der ausländischen Marktplätze nicht genügend bekannt sind.

Um dem ersten dieser beiden Bedürfnisse, nämlich vollständigere und unmittelbarere Auskünfte über die in weitentlegenen Ländern neu eröffneten Absatzgebiete zu erhalten, abhelfen zu können, besitzen die schweizerischen Gesellschaften, insoweit es sie betrifft, weder die entsprechenden Hülfsmittel noch die genugsam ausgedehnten Beziehungen. Sie müssten ein Zentralbureau haben mit Korrespondenten, welche für ihre Mittheilungen entschädigt werden und welche dieselben über die von den grossen geographischen Gesellschaften, deren Mitglieder sie wären, gesammelten Informationen stets auf dem Laufenden erhalten würden.

Diese Informationen würden durch das Zentralbureau kontrollirt und klassifizirt und von diesem den Interessenten, sei es durch das eidgenössische Handelsblatt, sei es durch eine eigene Publikation, zur Kenntniss gebracht werden.

Auf unentgeldlich freiwillig eingesendete Korrespondenzen darf man nicht rechnen; solche Korrespondenten oder Freunde bedürfen häufig selbst ihrer ganzen Zeit und ihrer vollen Energie, um gegen die Schwierigkeiten des Lebens in den Ländern, wo sie sich niederliessen, anzukämpfen. Nur entsprechend anständig bezahlte Mittheilungen können unsere schweizerischen Fabrikanten in fortlaufender Kenntniss von den Ergebnissen der Forschungsreisen erhalten.

Wie schon oben bemerkt wurde, ist jedoch damit, dass man erfährt, diese oder jene Gegend sei dem europäischen Handel erschlossen worden, noch nicht Alles geschehen; man muss überdiess wissen, wie in dieser Gegend die Geschäfte betrieben werden sollen, welche Klippen zu vermeiden sind, welche Kredite gewährt werden können, welche Zahlungsgarantieen die Landes-Institutionen oder -Gewohnheiten bieten u. s. w. Der Fabrikant wie der Negotiant, welche nach dieser praktischen Seite der Frage hin nicht genügend und verlässlich unterrichtet sind, thun besser, sich fern zu halten oder den grossen englischen Häusern, deren Agenten an Ort und Stelle sind und welche nur sicher vorgehen, tributär zu bleiben.

Wie aber kann man sich diese so nothwendigen Informationen, diese Ergänzung der Berichte der Forschungsreisenden verschaffen?

Wir haben unsere Konsulate; trotz ihrem besten Willen können sie jedoch auf die geschäftlichen Details nicht eintreten, welche von ihnen verlangt werden würden. Sie kennen nicht alle Handels- und Industriezweige und sie würden sich auch nicht in Auskunftsbureaux über die Zahlungsfähigkeit dieser oder jener Kundschaft, oder über die Aussichten auf Erfolg dieser oder jener Handelsunternehmung umgestalten lassen wollen.

Man dachte an die Errichtung schweizerischer Handelskammern auf den wichtigsten Plätzen, wie Paris, London, Berlin, Alexandrien u. s. w. wie die Engländer eine solche z. B. in Paris errichteten, wo eine derartige Institution der Mittelpunkt der meisten auf die Unterbringung der englischen Industrieprodukte auf dem französischen Markte gerichteten Handelsoperationen ist.

In Bezug auf Bedeutung und Genauigkeit der Auskünfte, die man von ihnen einzuholen in die Lage käme, würden diese aus Kaufleuten zusammengesetzten Kammern schon mehr Garantieen bieten, als die Konsulate; um jedoch die von ihnen zu erwartenden Dienste leisten zu können, müssten sie vielmehr die Vermittlerinnen als direkte Agenturen für kommerzielle Informationen sein. Insbesondere kann man von ihren Mitgliedern nicht verlangen, dass sie die Konkurrenz ihrer Mitbürger für Produkte herausfordern, mit welchen sie selbst Handel treiben. Für allgemeine Auskünfte über die Lage am Platze, über die Art und Weise, wie Geschäfte einzuleiten und abzuwickeln sind, könnte jedoch ihre direkte oder indirekte Mitwirkung eine höchst werthvolle sein.

Jedenfalls müsste die Thätigkeit der Handelskammern ebenso wie die der Konsulate durch die Mitwirkung eines Zentralbureau für wissenschaftliche und kommerzielle Informationen fruchtbar gemacht werden. Dieses Bureau, in welchem alle verwendbaren Mittheilungen zusammenfliessen würden, hätte die Aufgabe, jedem schweizerischen Kaufmanne oder Fabrikanten als Vermittlungsstelle für Auskünfte über allgemeine oder persönliche Fragen, welche mit seinem Handelsgeschäfte oder mit der Unterbringung seiner Produkte in Verbindung stehen, zu dienen.

Die Vielseitigkeit der Anfragen, welche an das Zentralamt gerichtet werden würden, ganz besonders aber die heikle Natur der auf die Zahlungsfähigkeit der Leute bezüglichen Auskünfte, würden es kaum zulässig machen, diesem Bureau einen offiziellen Charakter zu geben. Es wäre also angezeigt, es unter die Auspizien jener wissenschaftlichen, industriellen und kommerziellen Gesellschaften zu stellen, welche in erster Linie ein Interesse an seiner Errichtung haben, wozu jedoch eine ausgiebige Subvention von Seiten der Eidgenossenschaft und vielleicht auch von Seiten der Kantone absolut unentbehrlich wäre.

Es lässt sich in der That nicht annehmen, dass das Zentralbureau sich lediglich aus dem Ertrage jener Gebühren erhalten könnte, welche von den um Auskünfte sich bewerbenden Personen zu entrichten wären. Es wird nämlich alle von seinen Korrespondenten eingehenden Informationen honoriren müssen und je mehr es,

von Auskünften für oder über einzelne Personen abgesehen, allgemeine Mittheilungen erhält, um so mehr wird es im Stande sein, wirkliche Dienste zu leisten.

Wir enthalten uns einer Besprechung der inneren Organisation des Zentralamtes. Vor Allem aus handelt es sich darum, über die Opportunität einer derartigen Einrichtung in Verbindung mit einer Reorganisation der Konsulate und der Aufstellung von Handelskammern an den wichtigsten Haupthandelsplätzen sich klar zu werden und darüber sich zu verständigen.

Diess, Herr Bundesrath, sind die Ansichten, zu welchen wir durch das Studium der von Hrn. Nationalrath Geigy eingebrachten Motion gelangt sind. Wir würden uns glücklich schätzen, wenn wir zur Lösung der unserer Industrie und unserem Handelsstande immer gebieterischer sich aufdrängenden schwierigen Aufgabe beitragen könnten.

Indem wir uns Ihnen, Herr Bundesrath, für ein eingehenderes und erschöpfenderes Studium des Gegenstandes zur Verfügung stellen, haben wir die Ehre, Ihnen die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung darzubringen.

(Folgen die Unterschriften.)

Für die Uebersetzung:

G. Reymond - le Brun.